

CONTRÔLER LES ASSISTÉS

Genèses et usages d'un mot d'ordre. Vincent Dubois, Raisons d'agir, 2021, 456 p.

[François Testard](#)

Caisse nationale d'allocations familiales | « [Revue des politiques sociales et familiales](#) »

2022/4 n°145 | pages 121 à 123

ISSN 2431-4501

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-des-politiques-sociales-et-familiales-2022-4-page-121.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Caisse nationale d'allocations familiales.

© Caisse nationale d'allocations familiales. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Contrôler les assistés

Genèses et usages d'un mot d'ordre

Vincent Dubois

Raisons d'agir, 2021, 456 p.



François Testard

Doctorant en sociologie, université de Bourgogne-Franche-Comté,
Laboratoire interdisciplinaire de recherche sociétés, sensibilités, soin (LIR3S), UMR 7366 CNRS-UB.¹

Les travaux de recherche du sociologue et politiste V. Dubois, professeur à l'institut d'études politiques (IEP) de l'université de Strasbourg, s'inscrivent dans une approche critique de l'action publique. Dans *Contrôler les assistés. Genèses et usages d'un mot d'ordre*, il étudie les transformations contemporaines de l'État social, en examinant l'évolution et l'impact des politiques de surveillances et de sanctions à l'égard des populations les plus précaires. Dans la continuité de son ouvrage publié en 1999 sur l'analyse du traitement administratif de la misère au sein des guichets des Caisses d'allocations familiales (Caf), il décrit la montée en puissance d'un nouvel impératif moral, politique, bureaucratique et gestionnaire, en France comme ailleurs en Europe : celui de contrôler les « assistés », définis comme les « *agents sociaux en tant qu'ils sont insérés dans des structures institutionnelles de protection sociale dont ils sont largement dépendants* » (p. 13). Par protection sociale, V. Dubois désigne plus particulièrement certaines aides versées par les Caf : allocations de logement, allocations familiales, revenu de solidarité active (RSA). Engagée très tôt dans une politique de contrôle, la Caisse nationale des Allocations familiales (Cnaf) représente ainsi, selon lui, « *l'opérateur central du contrôle des assistés en France* » (p. 52).

V. Dubois précise qu'avant cet ouvrage, le contrôle des bénéficiaires des prestations sociales n'avait fait l'objet que de très peu de recherches spécifiques, réalisées aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Canada principalement². Ces travaux s'inscrivent dans des champs disciplinaires (travail social, criminologie, politiques sociales, etc.) dans lesquels la sociologie n'est pas toujours au centre de l'analyse et abordent de manière partielle la thématique du contrôle, se concentrant sur les usagers, leurs expériences, leurs perceptions et leurs réactions, notamment sur leurs modes de résistance. « *Les relations au sein des champs politiques et bureaucratiques qui ont présidé à l'élaboration des dispositifs* » (p. 41) n'y sont que partiellement traitées. Cette revue de littérature permet à V. Dubois de souligner l'aspect inédit de sa démarche, qui place le contrôle comme objet central d'étude, convoquant différents courants sociologiques³ autour de trois

1. Le contenu de ce compte rendu n'engage que son auteur.

2. V. Dubois cite des auteurs comme M. Dee, V. Lens, D. Caswell, Y. Hasenfeld, T. Ghose, K. Larson, H. Dean, M. Melrose, K. S. Gustafson, J. Gilliom, M. Adler, K. Mirchandani, W. Chan.

3. Notamment É. Durkheim pour l'analyse de la division du travail de contrôle, M. Weber pour l'étude des formes bureaucratiques, E. Goffman pour son approche interactionniste, M. Foucault pour « *l'élargissement de l'espace de contrôle* » (p. 292) ou encore P. Bourdieu pour son approche dite « descendante », du sommet de l'État aux bénéficiaires des prestations sociales.

dimensions d'analyse : « *les évolutions des politiques sociales et des représentations qui leur sont associées, la fabrication des dispositifs et des politiques de contrôle et la manière dont ce contrôle s'exerce en pratique* » (p. 41-42).

Le chercheur met en corrélation l'essor sans précédent des thématiques de « l'assistanat » et de la fraude aux prestations sociales, dite « fraude sociale », dans le débat public, politique et médiatique depuis les années 1990, et l'évolution des pratiques de contrôle. La « fraude sociale » peut désigner des pratiques très diverses, allant d'un usage strict, nommant des actes illicites et délibérés, à une acception plus large : « *paiements à tort, y compris lorsqu'ils résultent d'oublis, d'erreurs ou de retards involontaires de la part des allocataires, voire de l'administration* » (p. 14). Les pratiques de contrôle, auparavant appréhendées comme de simples routines bureaucratiques, relativement peu nombreuses et souvent mal considérées, sont devenues en vingt ans des axes majeurs des politiques sociales, dotées de dispositifs propres et de modes d'évaluation. Le contrôle des populations les plus précaires s'est institutionnalisé. Partant de ce constat, V. Dubois formule un ensemble de questions relatives aux modalités de diffusion de l'injonction à davantage contrôler ce public, à la manière dont cette injonction se traduit dans les évolutions des systèmes juridique, statistique et technique et aux effets de ces dernières sur les personnes éligibles. Pour y répondre, l'auteur s'appuie sur un corpus d'enquêtes et de collectes de documents ou d'observations, réalisé de 1995 à 2015, dans une forme dite « descendante » suivant l'approche bourdieusienne (1993), allant du sommet de l'État aux allocataires, *via* les administrations. Il a notamment mené un nombre important d'entretiens à la Cnaf et dans différentes Caf, auprès de cadres et de contrôleurs.

Cet ouvrage débute par l'analyse de la place du contrôle dans les transformations de l'État social, avant de présenter les « *dynamiques internes au champ politique et leurs relais médiatiques* » (p. 56) qui ont joué un rôle majeur dans cette évolution, puis comment ces dynamiques se sont articulées avec des « *reconfigurations bureaucratiques* » (p. 115) pour que ce nouvel impératif de politique du contrôle puisse se concrétiser en dispositifs. Les chapitres IV, V et VI mettent en lumière la traduction de ces évolutions en une « *politique institutionnelle de contrôle* » (p. 56) rationnelle et standardisée au sein de la Cnaf, combinant « *la forme bureaucratique traditionnelle du modèle wébérien* » (p. 151) et les méthodes issues du *New public management*, nouvelle forme de gestion publique empruntant des pratiques et des outils au secteur privé et basée sur une culture du résultat. Selon l'auteur, cette combinaison « *ne permet pas seulement un contrôle plus efficace : elle conduit aussi à sa sévérité accrue* » (p. 151). L'auteur place notamment la focale sur deux marqueurs majeurs de ces évolutions : les enquêtes à domicile et le traitement informatisé des données personnelles des bénéficiaires des aides, *via* l'usage de la statistique prédictive, dite *data mining*, nouvelle « *pièce angulaire du contrôle* » (p. 257). Les contrôleurs sont désormais davantage équipés (au niveau juridique, technique et professionnel) pour se centrer sur leur fonction répressive.

V. Dubois aborde dans le chapitre VII les dynamiques relationnelles qui contribuent à faire progresser une « *culture du contrôle* » (p. 266), à en intensifier la sévérité et à en élargir l'espace. Ensuite, l'auteur montre que les enquêtes à domicile ont été standardisées pour se protéger de « *l'insécurité juridique* » (p. 315) et s'adjoignent au *data mining*, accentuant alors l'efficacité du système de contrôle. Ce dernier massifie le ciblage social (chapitre X) entraînant un « *surcontrôle des plus précaires* » (p. 414), notamment des bénéficiaires du RSA. L'auteur montre que cette « *spirale rigoriste* » (p. 56) a augmenté le nombre et le durcissement des sanctions et a accentué la stigmatisation des bénéficiaires de prestations sociales, en prise avec la « *domination bureaucratique* » (p. 436).

Selon le chercheur, l'essor de l'injonction à contrôler les assistés et l'augmentation des moyens assignés à la lutte contre la fraude dite « sociale » ne s'expliquent pas par une augmentation objective des pratiques abusives et/ou des erreurs, car aucune étude ne

fait état d'une augmentation de ce type ces vingt dernières années. Les causes sont, selon lui, à rechercher dans les transformations de l'État social. Il analyse cette évolution comme une dynamique intrinsèque d'une reconfiguration des politiques sociales, inscrite dans le nouvel « État social actif », à l'œuvre en Europe depuis les années 1990, par opposition à un « État providence » réputé passif, c'est-à-dire ne favorisant pas la reprise d'emploi. Cette « *activation de la protection sociale* » (Barbier, 2013, p. 48) impose des changements de comportements des bénéficiaires, qui doivent notamment montrer qu'ils « s'activent » pour rechercher un emploi, *via* des dispositifs d'insertion professionnelle. Les aides étant ciblées et conditionnées à une contrepartie, les populations sont soumises à une surveillance qui va au-delà du simple contrôle procédural. Pour V. Dubois, le contrôle a bien une fonction dissuasive ou pédagogique, afin de mieux légitimer les normes de ce référentiel de l'activation, en dénonçant ses déviances. L'« assistanat », c'est-à-dire la suspicion d'oisiveté, et la « fraude sociale » ont été construits comme des « *repoussoirs de la valeur travail* » (p. 31).

V. Dubois aborde ces transformations des politiques sociales dans une analyse transversale européenne et nord-américaine, en proposant des éléments de comparaison entre la France et les États-Unis, d'une part, et en s'inscrivant dans des champs théoriques et analytiques outre-Atlantique, d'autre part. Des similitudes dans les évolutions des systèmes de protection sociale, au niveau notamment de l'essor des politiques de contrôle et des « *technologies numériques de traitement des pauvres* » (p. 235), sont ainsi soulignées mais il note également des divergences. Même si elles s'en inspirent, les politiques d'activation de la protection sociale en France n'ont, par exemple, pas développé de programmes tels que ceux mis en œuvre aux États-Unis, dans le cadre du *workfare* (par opposition au *welfare*), instaurant un travail obligatoire en contrepartie de l'allocation.

L'ouvrage se clôture par l'analyse de l'impact du contrôle sur les destinataires des prestations sociales. La crainte de la surveillance et le soupçon collectif de fraude qui pèse sur eux les atteignent dans leur identité et génèrent des formes de non-recours aux droits, notamment pour se préserver du *welfare stigma*, concept désignant la stigmatisation produite par le fait de demander une aide sociale (Warin, 2016). V. Dubois constate également des stratégies d'opposition aux différentes formes de domination bureaucratique : « *les contrôlés peuvent trouver des moyens de l'accommoder, c'est-à-dire au moins de ne pas la subir passivement* » (p. 443), à travers notamment l'ironie, la critique ou une coopération réduite au strict minimum. L'auteur aborde en fin d'ouvrage les pratiques dites « déviantes », comme les « *tactiques de dissimulation* » (p. 444), mais sans les développer car elles se trouvent à la limite de son objet de recherche. Elles pourraient être étudiées dans de futurs travaux.

Références bibliographiques

- Barbier J.-C., 2013, Pour un bilan du *workfare* et de l'activation de la protection sociale, in Castel R., Duvoux N. (dir.), *L'avenir de la solidarité*, Paris, Presses universitaires de France, p. 43-64.
- Bourdieu P., 1993, *La misère du monde*, Paris, Seuil.
- Dubois V., 1999, *La vie au guichet. Relation administrative et traitement de la misère*, Paris, Economica.
- Warin P., 2016, *Le non-recours aux politiques sociales*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.